



Les mouvements démographiques internes sont rapides et une forte concentration humaine entraîne un déséquilibre entre le potentiel agricole et les besoins alimentaires. Ces problèmes et d'autres appellent une action urgente sous peine de voir la situation s'aggraver sérieusement. Un plan de développement éco-

nomique et social de cette zone nécessite, cependant, la préparation de cartes thématiques de l'utilisation des sols. Depuis le début de 1978, des cartographes togolais s'y emploient afin d'obtenir les données nécessaires aux autorités publiques pour le développement futur de cette région.

de développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions». Autrement dit, il est un mécanisme d'encouragement à l'utilisation de la science et de la technologie pour le progrès du monde en développement.

Organisme de droit public, le CRDI est financé par le Parlement canadien mais il est administré par un Conseil des gouverneurs autonome et de composition internationale. Et bien que le Centre ait son siège social à Ottawa, ses employés sont de nationalités diverses. Il a des bureaux régionaux en Asie (Singapour), en Afrique (Dakar), en Amérique latine (Bogota) et au Moyen-Orient (le Caire), dirigés par des ressortissants des régions qu'ils desservent.

Les travaux du CRDI sont assurés par quatre divisions de programmes : Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition, Sciences de la santé, Sciences de l'information, et Sciences sociales.

Aujourd'hui, neuf ans après sa création, le Centre peut se flatter d'un bilan impressionnant : au 31 mars 1979, 849 projets de recherches avaient reçu près de 154 millions de dollars canadiens de crédits. Environ 330 de ces projets sont terminés et plusieurs en sont maintenant à leur deuxième ou troisième phase. Les

154 millions de dollars pour 849 projets dans le Tiers monde

DERRIERE chacun de ces succès, on retrouve un organisme canadien au nom un peu vague de Centre de recherches pour le développement international (CRDI), mais qui a un mandat très précis : aider les peuples les plus défavorisés à améliorer leurs conditions de vie.

Créé par le Parlement canadien en 1970, le CRDI a eu pour politique, dès le départ, de confier l'entière responsabilité des projets de recherche qu'il subventionne aux pays qui doivent en tirer profit. Il était en fait le premier organisme donateur établi tout spécialement pour financer des projets de recherche proposés, conçus, dirigés et exécutés par des chercheurs des pays en développement, dans leur propre pays, et selon leurs propres priorités.

On a pu juger de la clairvoyance de cette innovation en matière de développement international en août lors de la Conférence des Nations-Unies sur la science et la technique au service du développement (CNUSTED), tenue à Vienne. Les pays en développement y ont réclamé une nouvelle orientation des programmes d'aide scientifique et technique à partir de 1980. Ils ont aussi demandé que les pays industrialisés appuient et facilitent leurs efforts de développement par la création de capacités scientifiques et techniques autochtones.

Selon le secrétaire général de la conférence, M. Jaoao Frank da Costa, le développement est plus que la simple croissance économique. Il comprend aussi de nombreux facteurs politiques, culturels et sociaux. Il ne peut donc y avoir une seule solution technique pour tous les pays en développement. «Chaque pays doit avoir sa propre science et sa propre technologie, a-t-il dit. Nous ne parlons pas d'aide à la CNUSTED et

nous n'avons certainement pas affaire à la charité. L'idée est de rendre possible l'établissement d'une structure scientifique et technique dans chaque pays en développement afin qu'il puisse résoudre ses propres problèmes, de sa propre façon».

Ce thème fait écho aux objectifs du CRDI qui sont «d'aider les régions en voie de développement à se livrer à la recherche scientifique, à acquérir les techniques innovatrices et les institutions requises pour résoudre leurs problèmes». Le Centre a en fait été établi pour «entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie



*En Côte d'Ivoire,
un entomologiste dissecte
une simlie,
vecteur de l'onchocercose*